



## Vers un nouveau modèle de développement pour lutter contre la pauvreté

*Jean-Luc Redaud, secrétaire général de 4D*

*Novembre 2010*

Dès les années 80 les premières alertes sur les dangers que feraient courir à notre environnement une course effrénée à la croissance conduisirent les hommes politiques à confier à la commission mondiale de l'environnement le soin d'établir un diagnostic de la situation de notre planète et imaginer ce que pourraient être de nouveaux modèles de développement. Ce fut le Rapport Brundtland qui déboucha au Sommet de la Terre de 1992 sur un ensemble d'accords présentés comme l'ébauche de nouvelles politiques dites "de développement durable" et les trois conventions cadre des Nations Unies, sur la lutte contre le changement climatique, contre la désertification et sur la diversité biologique.

Les espoirs de nouvelles régulations mondiales, fondées sur un plus juste partage des richesses et une meilleure protection de l'environnement, étaient grands... Mais il fallut vite déchanter, puisque à cette même époque furent engagées les stratégies définies par Mr Reagan et Mme Thatcher dites de "libéralisation, de l'économie".

Dans ce bras de fer mondial, force est de reconnaître qu'à cette époque les libéraux ont gagné la partie : la "main invisible du marché", s'appuyant sur l'Organisation mondiale du commerce est devenue le nouveau credo de nos hommes politiques, la seule voie d'accroissement des richesses, et de sauvegarde ou développement des services sociaux.

En 2000, les 189 pays réunis par les Nations Unies pour le Sommet du millénaire ne purent que constater que ces politiques n'avaient en rien résolu les problèmes de pauvreté et s'engagèrent à réduire de moitié d'ici 2015 la proportion des populations vivant sous le seuil d'extrême pauvreté fixé à moins de 1\$ par jour ; ainsi que sur 7 autres cibles (santé, VIH, accès à l'eau potable, accès à l'éducation, etc.) qui furent baptisés les Objectifs du Millénaire.

Le Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002 fut bien décevant : furent rappelées les bonnes pratiques qui devraient être appliquées à la gestion de nos ressources naturelles, les engagements des pays développés à soutenir les pays du Sud (dont le fameux 0.7% du PIB pris par les pays de l'OCDE décidé à Rio en 1992 et jamais respecté) ainsi qu'une liste d'accords particuliers de soutien à des projets dans les pays en développement. Ce rendez-vous, sous l'influence des Etats-Unis alors au sommet de leur puissance impériale, marquait de fait la faiblesse des Nations-Unies et le recul du multilatéralisme au profit du bilatéralisme.

Depuis 2002, la situation a sensiblement évolué avec une accélération rapide de la mondialisation des échanges et la montée des nouvelles puissances émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) avec comme conséquence deux éléments paradoxaux qui viennent d'être illustrés au Sommet sur les Objectifs du Millénaire qui s'est déroulé à New York du 20 au 22 septembre derniers pour examiner le rapport d'étape:

1 - L'Objectif du millénaire n° 1, qui consiste à réduire l'extrême pauvreté et la faim, (*Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour*), devrait être atteint, voire dépassés en 2015 au plan mondial, grâce au dynamisme du développement de plusieurs pays.

On est par ailleurs sur la bonne voie on est sur la bonne voie pour atteindre la cible concernant l'eau potable (Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base). Mais plus d'un milliard de personnes n'y ont toujours pas accès.

2- Les écarts de richesse se sont accrus au détriment des pays les plus pauvres et les atteintes à l'environnement se sont exacerbées sous l'effet des demandes nouvelles des pays émergents. Les émeutes de la faim de 2008 que chacun croyait renvoyées à l'histoire passée en sont une triste illustration.

Beaucoup voient dans ces évolutions fortes la crise attendue qui permettra de remettre en cause le libéralisme triomphant qui n'a conduit qu'à la crise financière et à de nouveaux modes d'exploitations accrus des hommes et de la nature. Force est cependant de reconnaître la faiblesse de modèles alternatifs jugés crédibles par nos concitoyens. Le terme de développement durable, lui-même, pour avoir été dévoyé par une utilisation effrénée bien souvent trop loin de ses origines, a perdu beaucoup de sa crédibilité. Nos hommes politiques, toujours en retard sur l'impact des progrès des nouvelles technologies, partent à la recherche du moindre point de croissance pour soi-disant sauver nos emplois et nos retraites quel qu'en soit le prix alors que d'autres appellent à de nouveaux modèles de développement, (voire de décroissance) privilégiant respect des individus et préservation de l'environnement.

Tout ceci ne rend que d'autant plus urgent une avancée sur les droits fondamentaux de l'homme qui étaient dans la charte de Nations-Unies adoptée en 1945 qu'il faut aujourd'hui enrichir... Mais surtout s'attacher à rendre effectif!

C'est à ces évolutions qui préparent le futur Sommet Rio+ 20 programmé en 2012 que nous vous proposons de réfléchir à l'occasion du prochain Mardi de 4D, le 23 novembre.

### ***En route pour le prochain Sommet de la Terre, à Rio, en 2012 !***

Le prochain Sommet de la Terre aura lieu en 2012, à Rio de Janeiro, au Brésil. 20 ans après, l'heure est au bilan et à l'évocation des perspectives.

Quels ont été les effets des engagements pris en 1992 par les Etats en faveur du développement durable ? Comment affirmer un nouveau projet de développement pour tous ? Comment passer des engagements à l'action ?

4D propose, lors des Mardis de 4D, des séances de discussions autour des enjeux de Rio + 20.

14 décembre 2010 : Retour sur la conférence internationale sur le climat de Cancun

Janvier 2011 : Les enjeux du prochain Sommet de la Terre

Février 2011: Economie verte, décroissance et développement durable

Mars 2011: Gouvernance des marchés des produits agricoles

Avril 2011 : Travail et société

Mai 2011: la gouvernance mondiale

Juin 2011: Agendas 21 locaux : état des lieux international